

## **COMMUNE DE LA BÂTHIE**

### **Département de la Savoie**

# **Plan Local d'Urbanisme**

## **Mise en compatibilité du PLU**

### **Procédure de déclaration de projet n°1**

## **Notice**

# **DOCUMENT DE TRAVAIL**

Version du 16 octobre 2017

## SOMMAIRE

Sommaire.....	1
Introduction .....	2
1 Présentation du projet et justification de son intérêt général .....	5
1.1 Une évolution démographique positive mais une population âgée .....	5
1.2 Une offre médicale fragile .....	7
1.3 Le projet de construction d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire intercommunale .....	8
2 Mise en compatibilité du PLU avec le projet .....	12
2.1 Evolution du règlement .....	12
2.2 Evolution du zonage .....	13
3 Compatibilité de la modification avec le code de l'urbanisme et avec le SCOT Arlysère .....	14
3.1 Compatibilité avec le Code de l'urbanisme.....	14
3.2 Compatibilité avec le SCOT .....	14
4 Incidences de la modification sur l'environnement, le paysage, l'activité agricole et les risques .....	15
4.1 Impact sur l'environnement .....	15
4.2 Impact sur le paysage .....	15
4.3 Impact sur l'activité agricole .....	15
4.4 Prise en compte des risques naturels .....	16
5 Tableau des surfaces .....	24

## INTRODUCTION

### **Historique de l'évolution du PLU de la commune de La Bâthie**

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Bâthie a été approuvé le 3 mai 2006.

Une première modification du PLU a été approuvée le 2 juillet 2007.

Une première révision simplifiée du PLU, avec examen conjoint, en application de l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme a été approuvée le 2 juillet 2007.

Une deuxième révision simplifiée du PLU, avec examen conjoint, a été approuvée le 7 novembre 2011.

Le 7 novembre 2011, le conseil municipal a prescrit la révision générale de son PLU. Les études sont actuellement en cours.

Une deuxième modification du PLU a été approuvée le 30 mai 2012.

Les procédures pour une troisième et une quatrième révision du PLU ont été abandonnées.

Enfin, la cinquième révision du PLU, avec examen conjoint, a été approuvée le 10 juillet 2017.

La présente mise en compatibilité du PLU par procédure de déclaration de projet est la première.

### **Objet de la mise en compatibilité**

La présente procédure a pour objet la mise en compatibilité du PLU avec le projet de construction d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire intercommunale sur une parcelle communale aux Carrons, dans un secteur objet d'une OAP au futur PLU en cours de révision.

### **Principaux articles du code de l'urbanisme concernés**

Ces adaptations peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général, dans la mesure où elles respectent les articles L.153-54 à 153-59 du code de l'urbanisme. Les articles qui s'appliquent plus particulièrement à la procédure sont les suivants :

#### **Article L.153-54**

***Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas***

**requis, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :**

**1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;**

**2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.**

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

#### L.153-55

**Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :**

**1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :**

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

**2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.**

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

#### L.153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

#### L.153-57

**A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :**

**1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;**

**2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.**

L.153-58

**La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :**

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;

**4° Par délibération** de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou **du conseil municipal dans les autres cas.** A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

L.153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

**Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.**

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

R. 153-15

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

## 1 PRESENTATION DU PROJET ET JUSTIFICATION DE SON INTERET GENERAL

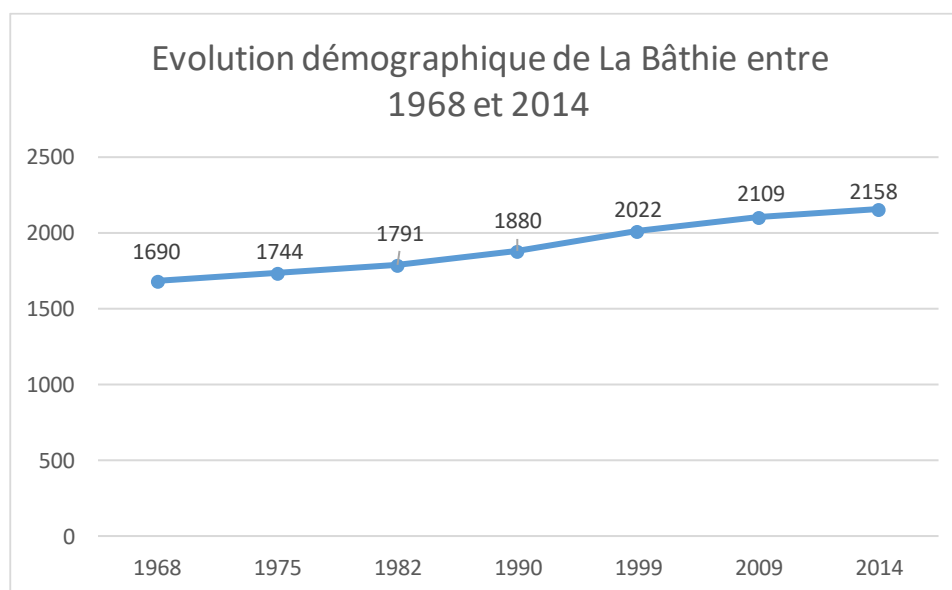
Le 11 juin 2005, La Bâthie ainsi que cinq autres communes (Cevins, Esserts-Blay, Rognaix, Saint-Paul-sur-Isère, Tours-en-Savoie) créent et deviennent membres du Syndicat Intercommunal Basse Tarentaise et Action Sociale (SIBTAS).

Par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2016, la compétence « Développement et maintien de l'offre de soin dans le territoire et en particulier par la création ou l'acquisition, l'administration et la gestion de la Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) sise à La Bâthie » a complété les compétences du SIBTAS.

### 1.1 Une évolution démographique positive mais une population âgée

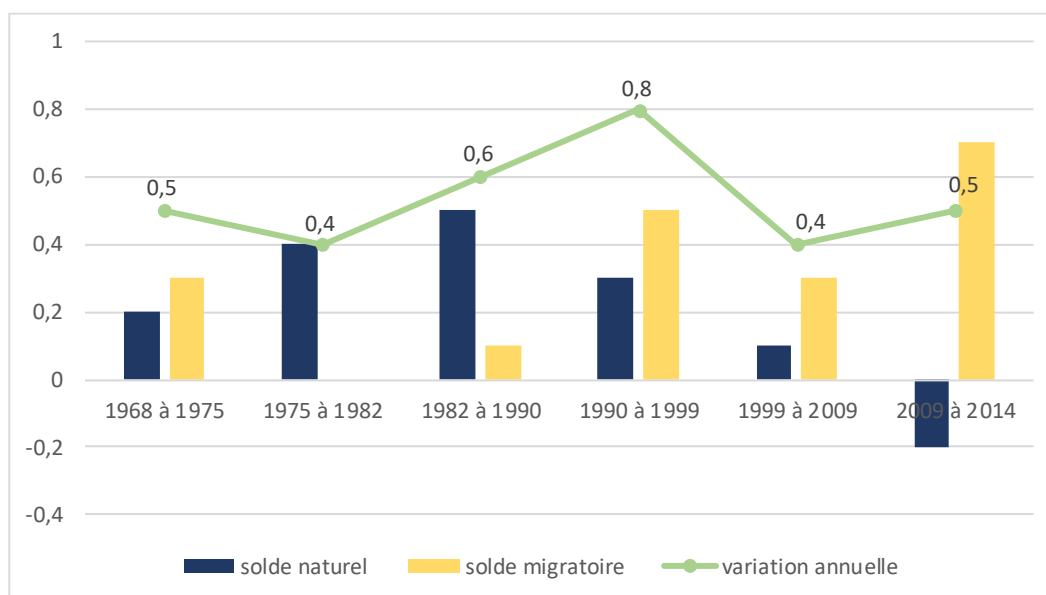
En 2014, d'après les données INSEE, la commune de La Bâthie compte 2 158 habitants. Depuis 1968, le nombre d'habitants dans la commune a évolué de manière constante et croissante.

**Graphique 1 : Evolution démographique de La Bâthie**



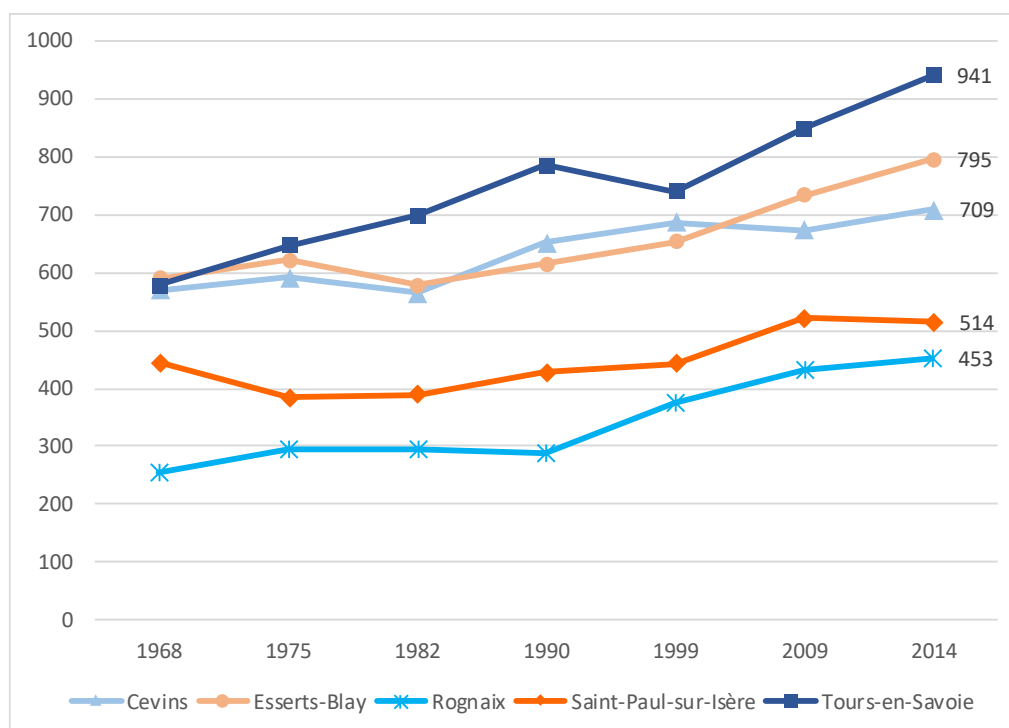
Source : données INSEE.

La variation annuelle reste positive à La Bâthie sur la période 1968 / 2014 mais on remarque cependant les fortes variations des soldes naturel et migratoire. En effet, si le solde naturel de La Bâthie atteint un maximum (0,5 %) entre 1982 et 1990, depuis ce solde n'a cessé de diminuer et est même négatif (-0,2 %) sur la période 2009 / 2014. A contrario, le solde migratoire atteint son maximum (0,7 %) entre 2009 et 2014 et soutient, par son importance, la croissance démographique de la commune.

**Graphique 2 : Indicateurs démographiques de La Bâthie**

Source : données INSEE.

A l'échelle des communes du SIBTAS, organisme porteur du projet, l'évolution démographique est globalement croissante depuis 1968. Si La Bâthie est la commune la plus peuplée du SIBTAS, la croissance est globalement positive dans les autres communes entre 1968 et 2014.

**Graphique 3 : Evolution démographique des autres communes membres du SIBTAS**

Source : données INSEE.

En 2014, l'indice de vieillesse (rapport entre les plus de 60 ans et les moins de 20 ans) s'élève à 1,09 pour la commune de La Bâthie. Ce chiffre démontre une population âgée (l'indice idéal est de 0,5). En comparaison, l'indice de vieillesse sur l'ensemble des communes du SIBTAS est aussi de 1,09. Ainsi, la population de l'ensemble des communes du SIBTAS est également assez âgée. Seule Rognaix semble avoir une population relativement plus jeune.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de vieillesse**

	Chiffres INSEE 2014						
	SIBTAS	La Bâthie	Cevins	Esserts-Blay	Rognaix	Saint-Paul	Tours
moins de 20 ans	1 316	509	172	178	124	105	228
plus de 60 ans	1 435	557	179	228	97	122	252
indice de vieillesse	1,09	1,09	1,04	1,28	0,78	1,16	1,11

Source : données INSEE.

Ces caractéristiques démographiques, augmentation de la population et vieillissement, justifient le maintien voire le développement de l'offre médicale.

## 1.2 Une offre médicale fragile

En 2016, l'offre médicale sur le territoire du SIBTAS est limitée et principalement concentrée sur la commune de La Bâthie. En effet, si on dénombre 1 EHPAD et 2 kinésithérapeutes à Esserts-Blay, le reste de l'offre médicale (médecins, pharmacie, dentiste, kinésithérapeutes, infirmiers, ...) se trouve exclusivement à La Bâthie. Le centre hospitalier le plus proche se situe sur la commune d'Albertville à environ 11 km du centre de La Bâthie.

Si les médecins de La Bâthie et Cevins partis à la retraite ces dernières années ont été rapidement remplacés par des nouveaux installés à La Bâthie, ces-derniers ont posé la condition d'avoir des locaux pour rester dans les communes du SIBTAS. La MSP doit répondre à cette demande en évitant une désertion du territoire par les médecins et en garantissant l'installation définitive et pérenne des professions médicales à La Bâthie.

**Tableau 2 : Offre médicale sur le territoire du SIBTAS en 2016**

	Esserts-Blay	Cevins	La Bâthie	Secteur SIBTAS
Centre hospitalier	-	-	-	-
Médecin généraliste	-	-	2	2
Médecin spécialiste	-	-	-	-
Pharmacie	-	-	1	1
EHPAD	1	-	1	2
Dentiste	-	-	1	1
Cabinet infirmier	-	-	3	3
Kinésithérapeute	2	-	2	4

Source : RPPS, INSEE-BPE.



### **1.3 Le projet de construction d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire intercommunale**

Le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) intercommunale est né du constat du vieillissement de la population du territoire du SIBTAS, conjugué à la fragilité de l'offre médicale sur le territoire. Dans sa démarche, le SIBTAS est accompagné par la Société d'Economie Mixte des 4 Vallées (SEM4V) pour l'aider dans la mise en place d'un avant-projet.

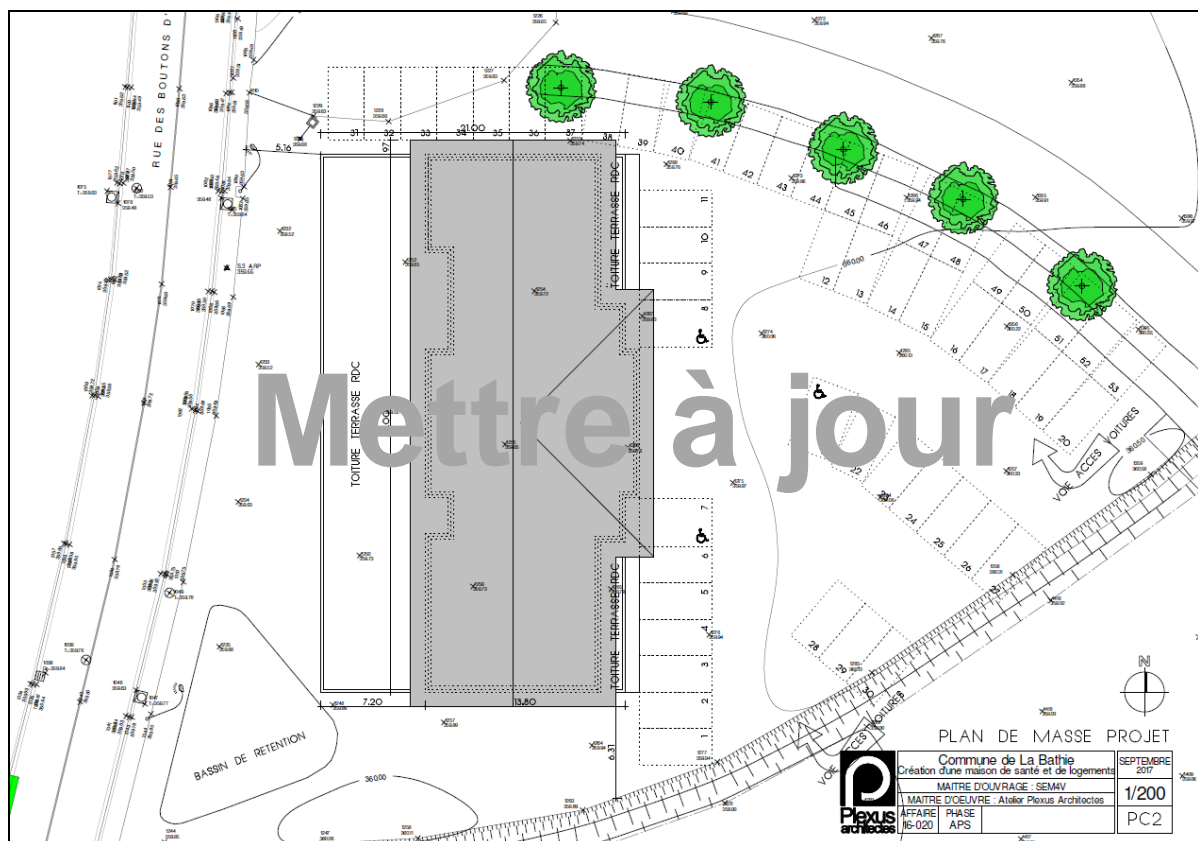
Il s'agit d'une démarche portée par les élus, mais également d'une attente forte de la population, qui craignent conjointement de voir diminuer l'offre médicale de proximité. En associant à la construction de la MSP des logements aidés, le projet revêt également un caractère social et conjugue la volonté de maintenir et de développer l'offre de santé de proximité sur le territoire à la nécessité pour les communes d'accueillir de nouveaux habitants.

Il s'agit de construire un nouveau bâtiment sur une parcelle communale de La Bâthie : la parcelle 538 dans le secteur des Carrons, au Nord du chef-lieu. Ce site a été choisi de façon consensuelle par les 6 communes du SIBTAS et les professionnels de santé qui ont souligné en outre la proximité de la pharmacie existante.

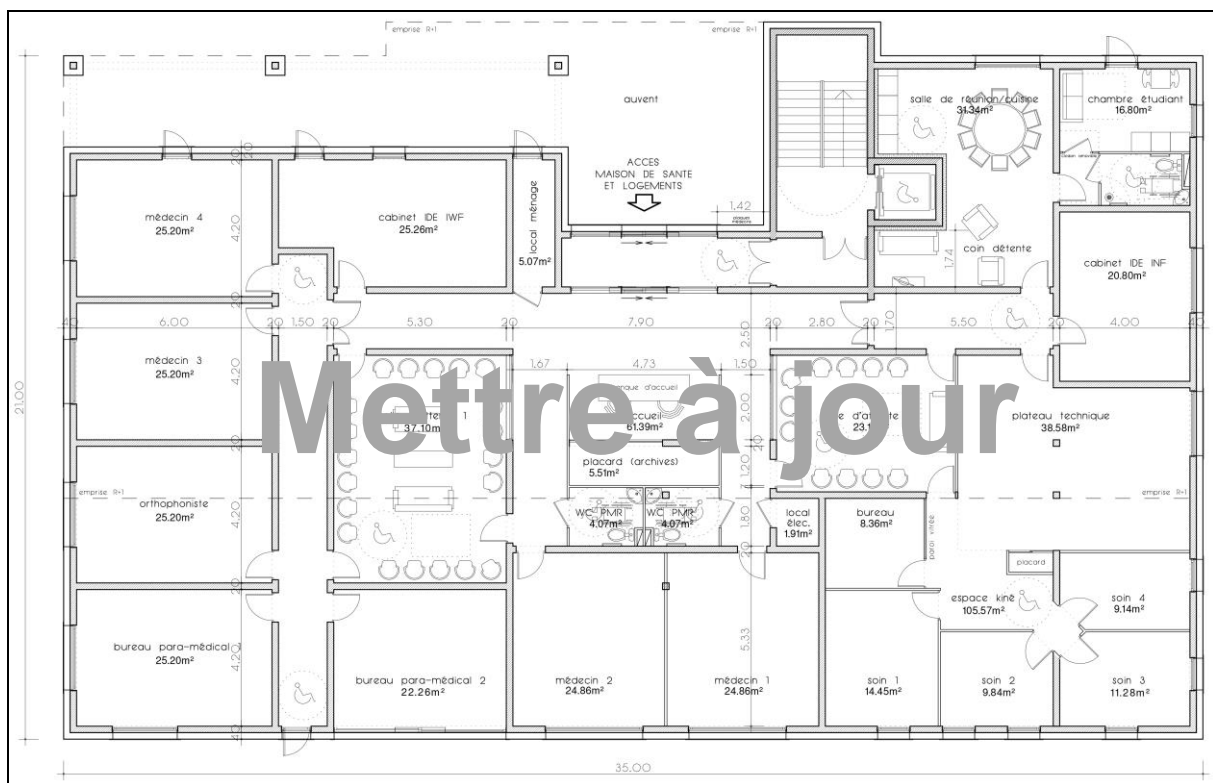
Le secteur représente une superficie d'environ 3 725 m<sup>2</sup> de la parcelle 538 et l'emprise prévue au sol du bâtiment est d'environ 800 m<sup>2</sup> auxquels s'ajoutent les surfaces de stationnement et un bassin de rétention des eaux pluviales. Le projet de création de la MSP est en cours d'étude pour répondre au besoin d'accueillir huit bureaux médicaux ou paramédicaux (généralistes, infirmiers, orthophoniste, dentiste, ...), un cabinet de kinésithérapeutes et des logements en accession ou location aidée.

La MSP sera de plain-pied par rapport à la route départementale 990 qui longe la limite ouest de la parcelle. La composition intérieure s'organise autour d'un hall d'accueil central qui distribue les différents espaces (données indicatives pouvant évoluer) :

- 2 salles d'attentes d'une capacité d'environ 35 patients au total,
- 4 bureaux de médecins,
- 2 bureaux paramédicaux,
- 2 cabinets d'infirmières,
- 1 espace de kinésithérapie avec 4 salles de soin,
- 1 salle de réunion / cuisine,
- 1 studio pour les stagiaires ou remplaçants,
- sanitaires et locaux techniques.

**Figure 1 : Plan masse de la MSP (version septembre 2017)**

Document non contractuel, pouvant évoluer – source : Atelier Plexus Architectes.

**Figure 2 : Plan RDC de la MSP (version septembre 2017)**

Document non contractuel, pouvant évoluer – source : Atelier Plexus Architectes.

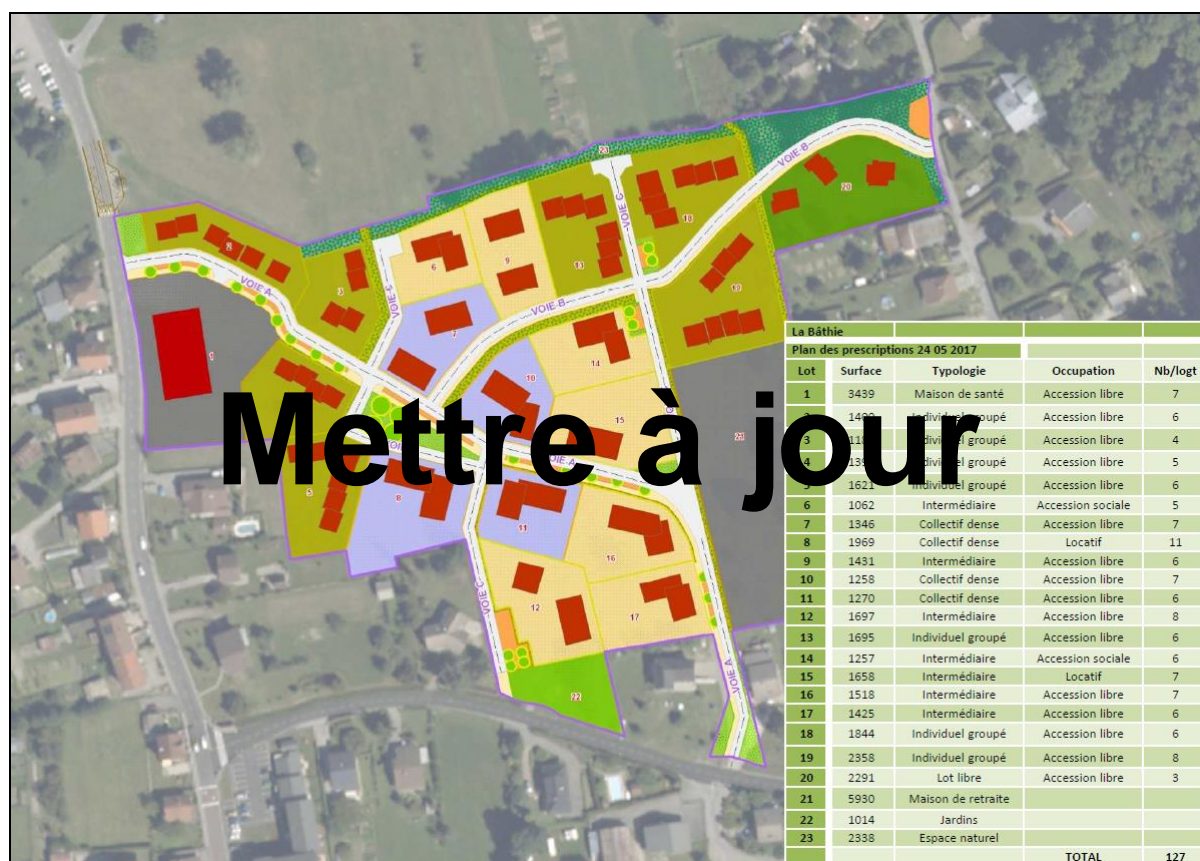
Si le rez-de-chaussée du bâtiment est exclusivement réservé pour les activités de la MSP, des espaces adaptés à d'autres praticiens (ostéopathe, dentiste, ...) pourront être prévus au premier étage notamment.

La douzaine de logements également prévu dans le projet se répartit entre le premier et le deuxième étage. Il s'agira soit de logements en accession aidée, soit de logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, dans le PLU en cours de révision, la MSP fait partie de l'OAP des Carrons. Celle-ci a fait l'objet d'un phasage : à court terme, la MSP sera le premier bâtiment construit sur le secteur ; à moyen et long terme, une grande partie du secteur sera urbanisé et au total environ 127 nouveaux logements seront construits (individuel pur/groupé, intermédiaire, collectif dense).

La gestion des eaux pluviales, des eaux de ruissellement et des risques d'inondation fait l'objet d'une attention particulière. Cependant, la MSP qui sera construite sur l'emprise d'un remblai (sans extension du remblai prévue) n'est pas concernée. Le bâtiment sera exempt des risques identifiés. Un bassin de rétention des eaux pluviales d'une capacité d'environ 150 m<sup>3</sup> sera construit sur l'emprise de la parcelle.

**Figure 3 : Composition d'ensemble de l'OAP des Carrons**



Document non contractuel, pouvant évoluer – source : PBR Urbanisme / OAP Réunion publique du 15 juin 2017.

**Photo 1 : Etat actuel du secteur des Carrons****Synthèse**

Ainsi ce projet répond à un véritable besoin d'intérêt général de la collectivité vis-à-vis du vieillissement de la population et d'une diminution annoncée de l'offre médicale sur le territoire. Il permettra en parallèle de créer une douzaine de nouveaux logements pour répondre à l'évolution démographique de La Bâthie.

## 2 MISE EN COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PROJET

Au regard des caractéristiques du projet et de celles du PLU, le plan de zonage doit être modifié et un règlement particulier rédigé.

La parcelle communale 538 est actuellement classée en zone Naturelle Nsl (secteur réservé aux loisirs, aménagements de parc et aux activités sportives) dans le PLU en vigueur. En effet, la limite avec la zone UD s'appuie sur la route départementale qui longe la limite Ouest de la parcelle 538 et le jardin de la parcelle privée 539 qui longe la limite Sud de la parcelle du projet.

Le secteur UD correspond à la zone urbaine. Cependant, le règlement de la zone ne convient pas pour la construction de la MSP. Il convient donc de créer un nouveau secteur dont le périmètre se limitera à la parcelle d'étude pour permettre la construction de la MSP intercommunale. Ce zonage particulier, nommé Umsp, fait l'objet d'un règlement qui lui est propre et qui correspond aux caractéristiques du projet (prospects, hauteur, aspect des constructions, nombre de places de stationnement requises, ...).

La surface concernée s'étend sur environ 3 725 m<sup>2</sup>.

La parcelle du projet et les terrains adjacents vont perdre à moyen terme leur vocation naturelle, puisque le secteur des Carrons fera l'objet d'une OAP dans le PLU en cours de révision.

Les extraits du plan de zonage modifié figurent ci-après.

Remarque : pour une meilleure lisibilité de l'extrait du plan, la trame relative au PIZ n'apparaît pas. Un extrait du PIZ concernant le secteur d'aménagement de la MSP est joint en partie 4 de la présente notice (cf. : **4.4. Prise en compte des risques naturels**).

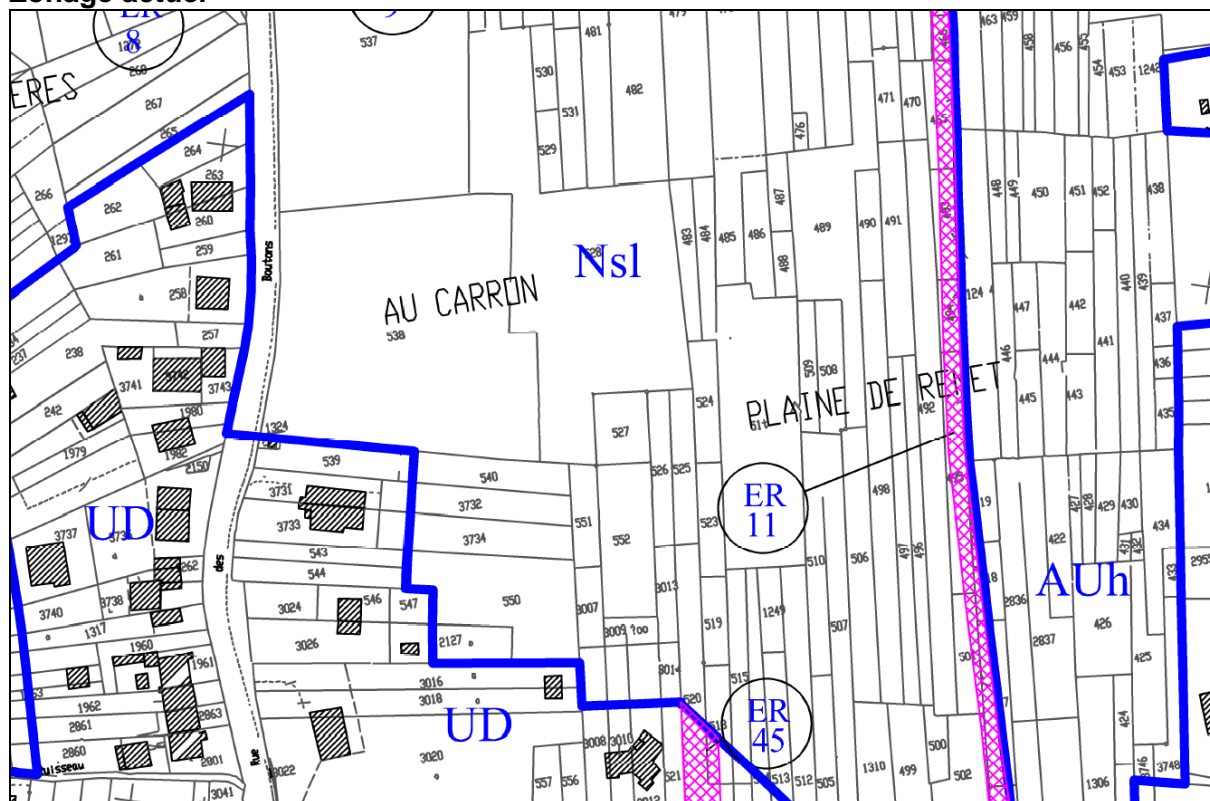
### 2.1 Evolution du règlement

Rédaction d'un règlement particulier, notamment sur les articles U1, U2, U6, U7, U10, U11 et U12, tandis que les autres articles reprennent les règles de la zone UD.

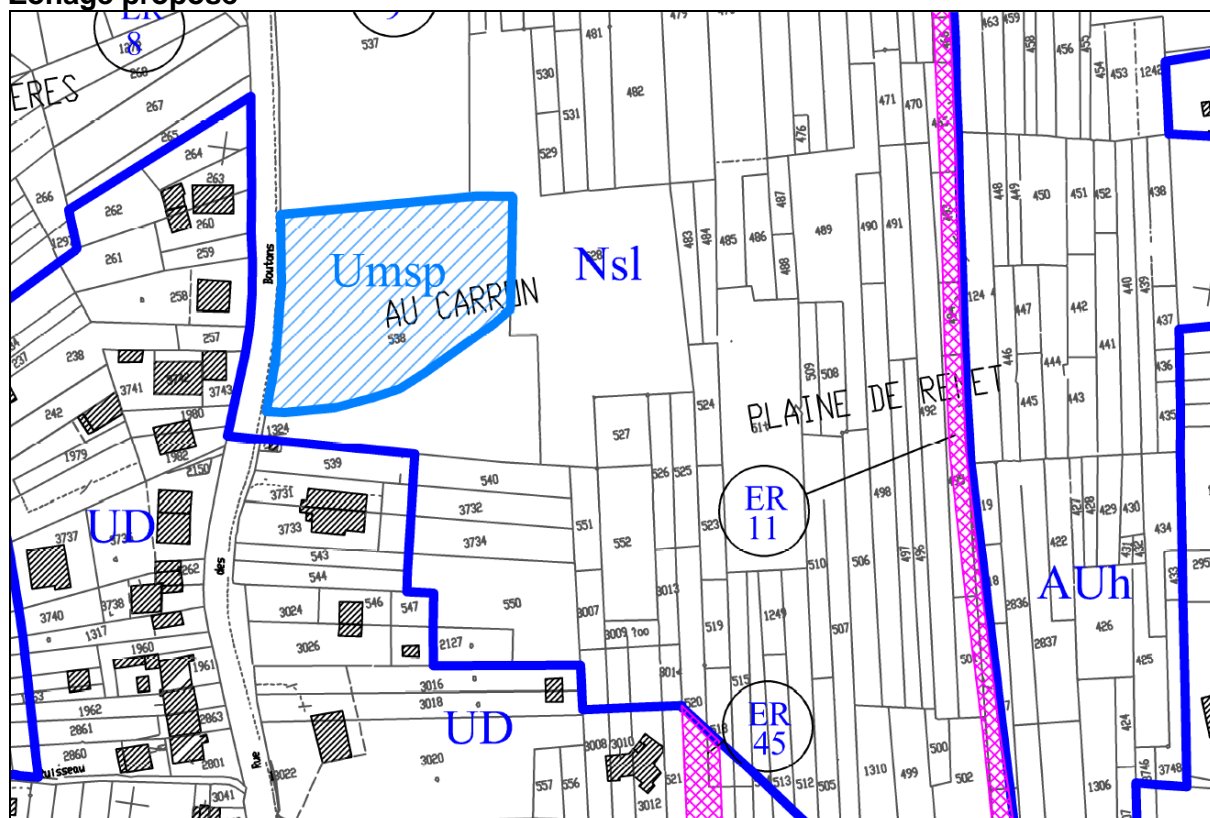


## 2.2 Evolution du zonage

### Zonage actuel



## Zonage proposé



### **3 COMPATIBILITE DE LA MODIFICATION AVEC LE CODE DE L'URBANISME ET AVEC LE SCOT ARLYSERE**

#### **3.1 *Compatibilité avec le Code de l'urbanisme***

La présente procédure a pour objectif de permettre la réalisation d'une opération d'intérêt général, en l'occurrence la création d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire intercommunale. Elle est donc conforme au code de l'urbanisme qui prévoit la possibilité, à travers les articles L.153-54 à L.153-59, d'ajuster l'ensemble des pièces du PLU pour permettre un projet présentant un caractère d'intérêt général.

Le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera notifié aux personnes publiques associées et fera l'objet d'un examen conjoint avec celles-ci. Le procès-verbal de cette réunion d'examen conjoint sera joint à l'enquête publique.

En parallèle, le projet sera soumis à la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), autorité compétente en matière d'environnement pour l'examen au cas par cas sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale de la présente procédure.

Une enquête publique sera organisée pour recueillir les observations de toute personne intéressée sur le projet et la proposition de mise en compatibilité du PLU. Le dossier sera ensuite éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'examen conjoint et du rapport du commissaire enquêteur. Enfin, le conseil municipal adoptera la déclaration de projet emportant approbation des nouvelles dispositions du PLU.

#### **3.2 *Compatibilité avec le SCOT***

La présente modification ne remet pas en cause la compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère, dans la mesure où :

- les surfaces agricoles concernées n'ont pas été identifiées comme des surfaces d'importances stratégiques pour l'agriculture,
- le secteur n'est concerné par aucun corridor ou continuité écologiques.

## **4 INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT, LE PAYSAGE, L'ACTIVITE AGRICOLE ET LES RISQUES**

Les ajustements proposés par cette mise en compatibilité du PLU restent pour la plupart sans impact. Sont développés ici ceux qui peuvent éventuellement avoir des conséquences sur l'environnement ou le paysage.

### **4.1 Impact sur l'environnement**

La parcelle 538 concernée par la présente procédure ne fait pas l'objet d'un classement particulier au titre de la protection et de la préservation de l'environnement (Natura 2000, zone humide, ...). De plus, il s'agit d'une zone qui a été remblayée et dont les qualités agronomiques du sol sont faibles.

L'impact de cette adaptation de zonage sur l'environnement reste donc faible.

### **4.2 Impact sur le paysage**

Cette zone se situe en continuité de la zone urbaine existante, à côté et en face de maisons déjà construites. Il s'agit d'un secteur voué à l'urbanisation car la parcelle fait partie d'une zone à urbaniser dans le PLU en cours de révision. Sa situation le long de la route départementale fait de cette zone un espace très exposé à la vue. L'impact visuel sur le paysage de la future construction devra donc être pris en compte et l'intégration architecturale du projet dans son environnement proche et lointain fera l'objet d'une attention toute particulière.

### **4.3 Impact sur l'activité agricole**

Le site objet de la déclaration de projet est actuellement occupé par des terres agricoles. La création de la zone Umsp concerne principalement des surfaces de prairies ou prés de fauche. Cependant, le bail communal concédé à un agriculteur sur ce secteur n'a pas été renouvelé pour permettre la réalisation de la MSP.

Une grande partie de la parcelle a été remblayée. La qualité agronomique du secteur remblayé semble faible et sans réel enjeu du point de vue de l'agriculture.

Le site n'a pas été identifié comme espace agricole à préserver dans le SCOT Arlysère qui couvre le territoire de La Bâthie. De plus, d'un point de vue réglementaire, le secteur ne fait pas partie des secteurs agricoles identifiés par le PLU, il s'agit d'une zone Naturelle réservée aux loisirs, aménagement de parc et aux activités sportives (Nsl). Cependant, l'urbanisation du secteur aura un impact sur l'usage des sols actuellement en prés et qui vont s'urbaniser et s'imperméabiliser en partie.

L'impact du projet sur le fonctionnement de l'exploitation reste limité à 3 725 m².



#### **4.4 Prise en compte des risques naturels**

Les zones urbaines et à urbaniser du PLU de La Bâthie sont couvertes par un PIZ (Plan d'Indexation en Z) et un PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation) qui définissent les aléas et les mesures à mettre en œuvre pour réduire la vulnérabilité.

Le PIZ de La Bâthie a été révisé en 2017. Le nouveau document a identifié plusieurs risques sur le secteur des Carrons. Une partie du secteur est concerné par un risque faible de crue torrentielle (Z10). Cependant, la partie de la parcelle 538 où est prévue la MSP est remblayée et n'est pas concernée par le risque. L'extrémité Nord-Est de la parcelle 538 est concernée par un risque fort de crue torrentielle (Z8). Cependant le risque concerne une infime partie du secteur et le projet est encore une fois exempt grâce au remblaiement d'une partie de la parcelle.

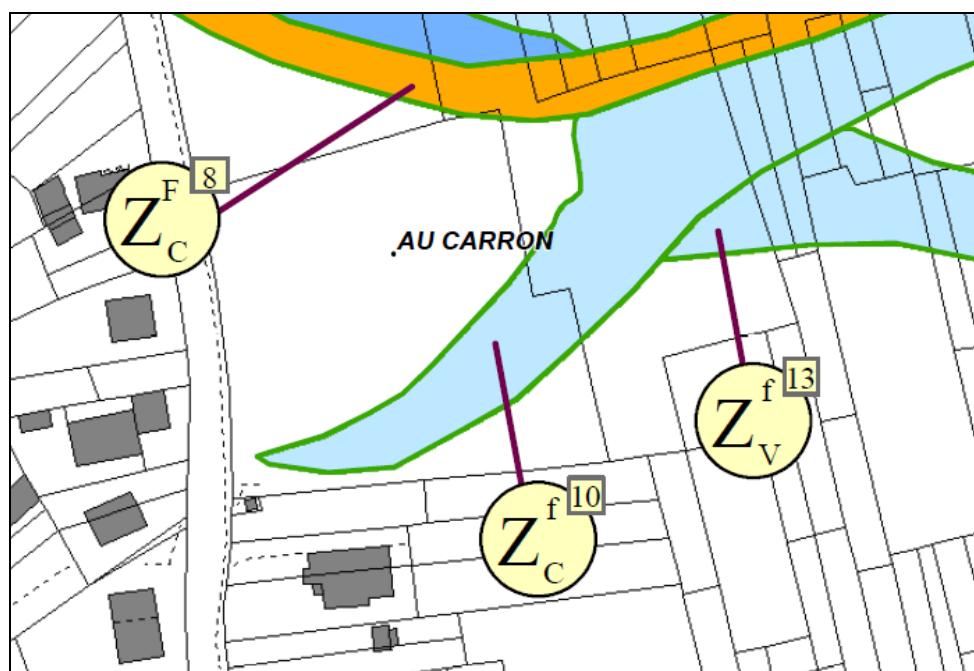
Le PPRI de l'Isère tronçon de Moûtiers à Tours-en-Savoie a été approuvé le 4 février 2015 par arrêté préfectoral. Le secteur des Carrons n'est pas concerné par le risque inondation de l'Isère.

**Photo 2 : Parcelle et zone de remblai vues depuis l'Est**



Le périmètre se situe au Nord du Chef-lieu et sa limite Ouest longe la route départementale 990.

**Figure 4 : Extrait du plan de zonage du PIZ actuel (version 2017)**



Source : Plan d'Indexation en Z, Commune de La Bâthie.

**Figure 5 : Extrait du catalogue des prescriptions du PIZ actuel – Fiche n° 8 (version 2017)**

<u>Secteurs concernés</u>	FEUILLES N°3, 5, 6, 7, 8, 11 ET 12 : LES MARAIS, PRULIET, CLOS DU MAURIANNAIS, CARRON, PRÉ D'ENFER, SUR LES BROUVES,	<b>Fiche 8</b>
<p><u><b>Nature du phénomène</b></u></p> <p>Phénomène moyennement fréquent, intensité prévisible forte à moyenne</p> <p>Ruisseaux et torrents généralement canalisés (parfois souterrains) pouvant déborder lors de fortes précipitations et/ou en cas d'embâcles au niveau des ouvrages (buses, ponts, etc.).</p>	<p><b>Crue torrentielle</b></p>	<p><u><b>Dispositifs de protection</b></u></p> <p>Néant</p>
<p><u><b>Prescriptions d'urbanisme</b></u></p>	<p><b>Maintien du bâti à l'existant</b></p>	<p>Le risque élevé de cette zone justifie le maintien du bâti à l'existant sans changement de destination à l'exception de toute modification qui entraînerait une diminution de la vulnérabilité et sans réalisation d'aménagement susceptible d'augmenter celle-ci. Est cependant autorisé tout projet d'aménagement ou d'extension limitée (sans que cela se traduise par une augmentation de la capacité d'accueil) du bâti existant, qui aurait pour effet de réduire sa vulnérabilité grâce à la mise en œuvre de prescriptions spéciales propres à renforcer la sécurité du bâti et de ses occupants.</p>
<p><u><b>Mesures de protection individuelles</b></u></p>	<p><u><b>Prescriptions pour les projets d'extension et d'aménagement</b></u></p>	<p><b>Cote de référence = terrain fini + 1 m</b></p> <p>Prise en compte de la nature du risque dans la conception du projet, notamment en déplaçant les accès et les ouvertures principales (portes, portes-fenêtres,...) sur les façades non directement exposées au phénomène ou à les surélever ;</p> <p>Façades directement exposées (situées généralement à l'amont) aveugles sur 1,5 mètres de hauteur par rapport au terrain fini.</p> <p>Façades non directement exposées aveugles sur une hauteur de 1 mètre par rapport au terrain fini.</p> <p>Aucune pièce destinée à une occupation humaine (pièce d'habitation, bureau, atelier, commerce...) ne sera réalisée au-dessous de la cote de référence.</p> <p>Les réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable doivent être étanches et pouvoir résister à des affouillements, des tassements ou des érosions localisées.</p> <p>Sous la cote de référence, le bâtiment sera pourvu d'une technique de mise hors d'eau (exemple : cuvelage). En l'absence de réalisation d'une technique de mise hors d'eau, les équipements (coffret électrique, chaudières, ballon d'eau chaude, installation téléphonique...) et matériaux sensibles seront installés au-dessus de la cote de référence ou dans une enceinte étanche, fermée, lestée ou armée résistante aux pressions de la crue centennale. Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans tout le niveau inondable, sans couper dans les niveaux supérieurs</p> <p><u><b>Prescriptions pour le bâti existant</b></u></p> <p>Les ouvertures situées sous la cote de référence pourront être étanchéifiées par un dispositif de type « batardeaux » (barrières anti-inondation amovibles) résistant aux surpressions dynamiques ;</p>

En cas d'alerte de crue ou de crue constatée (sous réserve que les occupants soient présents et qu'ils disposent d'un délai suffisant) :

- les batardeaux des façades exposées, seront installés et maintenus en position de fonctionnement
- les orifices aériens situés sous la cote de référence seront occultés
- les trappes d'accès au vide sanitaire seront fermées.

#### **Recommandations pour le bâti existant**

Réalisation d'une étude définissant les dispositions (adaptations constructives, travaux de protection complémentaire) dont la mise en œuvre améliorerait la sécurité du bâtiment et de ses occupants vis-à-vis du risque de crues torrentielles.

**Figure 6 : Extrait du catalogue des prescriptions du PIZ actuel – Fiche n° 10 (version 2017)**

<u>Secteurs concernés</u>	FEUILLES N°5, 6, 7, 11, 12, 14, ET 15 : LES MARAIS, PRUILLET, CLOS DU MAURIANNAIS, CARRON, PRÉ D'ENFER, SUR LES BROUVES, LANGON	<b>Fiche 10</b>
<b><i>Nature du phénomène</i></b>		
<b><i>Crue torrentielle</i></b>		
Phénomène peu fréquent, intensité prévisible modérée à faible		
Ancien passage naturel des ruisseaux et torrents, zone de débordement possible, zone d'étalement		
<b><u>Dispositifs de protection</u></b>		
secteur de La Favire : bassin de décantation et grille		
<b><u>Prescriptions d'urbanisme</u></b>		
<b>Zone constructible. Aménagement et extension possible du bâti existant.</b>		
L'aménagement et l'extension du bâti existant, ainsi que la réalisation de bâtiments nouveaux sont autorisés, sous réserve que tout projet (entre autres ceux entraînant un changement de destination et/ou une augmentation de la vulnérabilité) prenne en compte des prescriptions spéciales, intégrées au projet, propres à assurer la sécurité du bâti et de ses occupants.		
<b><u>Mesures de protection individuelles</u></b>		
<b><u>Prescriptions pour le bâti futur et les projets d'extension et d'aménagement</u></b>		<b>Cote de référence = terrain fini + 0,5 m</b>
Prise en compte de la nature du risque dans la conception du projet, notamment en cherchant à déplacer les accès et les ouvertures principales (portes, portes-fenêtres,...) sur les façades non directement exposées au phénomène ou à les surélever, et en renforçant les façades exposées.		
Façades directement exposées aux écoulements des torrents aveugles sur 0,5 m de hauteur par rapport au terrain fini.		
Aucune pièce destinée à une occupation humaine (pièce d'habitation, bureau, atelier, commerce...) ne sera réalisée au-dessous de la cote terrain fini + 0,5 mètre.		
Sous-sols à destination de garage, cave, locaux techniques, placards à skis, autorisés dès lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.		
Les réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable doivent être étanches et pouvoir résister à des affouillements, des tassements ou des érosions localisées.		
Sous la cote de référence, le bâtiment sera pourvu d'une technique de mise hors d'eau (exemple : cuvelage). En l'absence de réalisation d'une technique de mise hors d'eau, les équipements (coffret électrique, chaudières, ballon d'eau chaude, installation téléphonique...) et matériaux sensibles seront installés au-dessus de la cote de référence ou dans une enceinte étanche, fermée, lestée ou armée résistante aux pressions de la crue centennale. Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans tout le niveau inondable, sans couper dans les niveaux supérieurs		
<b><u>Recommandations pour le bâti existant</u></b>		
Les ouvertures situées sous la cote de référence pourront être étanchéifiées par un dispositif de type « batardeaux » (barrières anti-inondation amovibles) résistant		



aux surpressions dynamiques ;

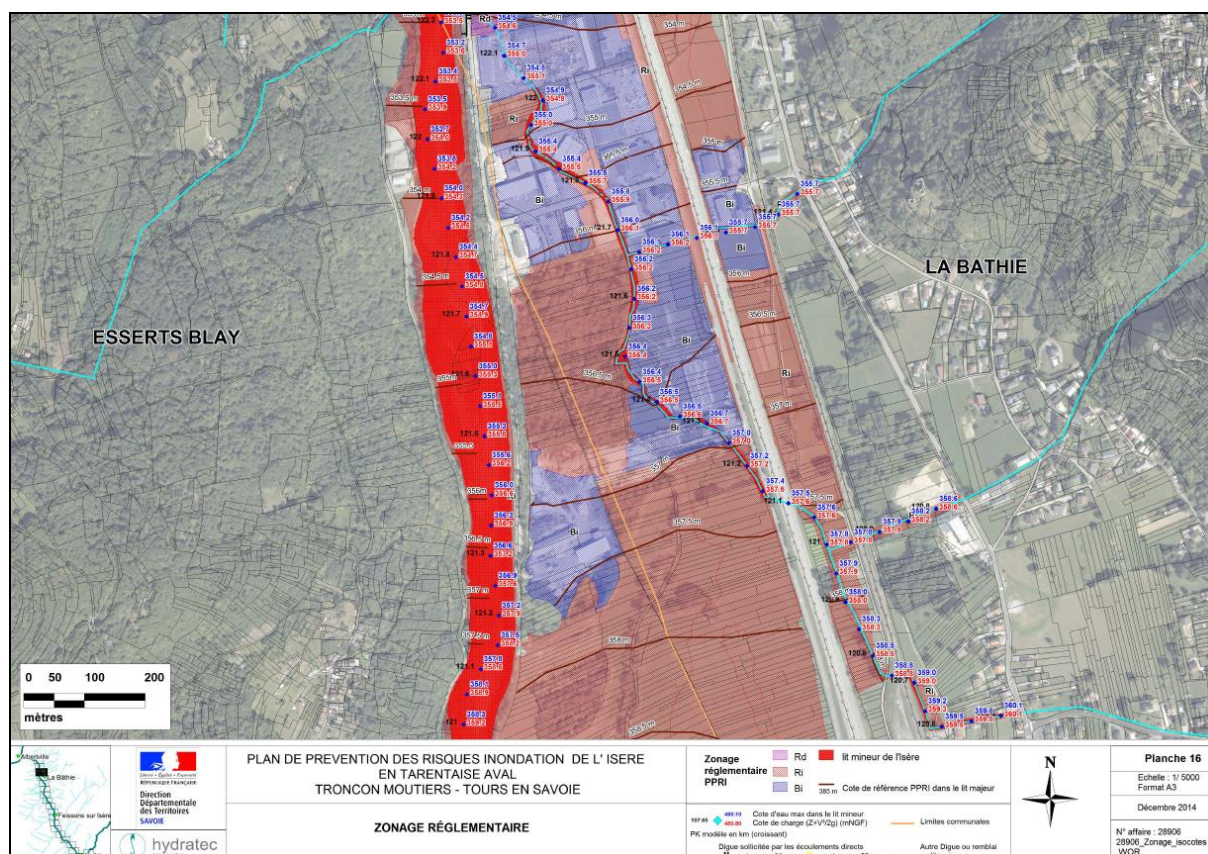
En cas d'alerte de crue ou de crue constatée (sous réserve que les occupants soient présents et qu'ils disposent d'un délai suffisant) :

- les batardeaux des façades exposées, seront installés et maintenus en position de fonctionnement
- les orifices aériens situés sous la cote de référence seront occultés
- les trappes d'accès au vide sanitaire seront fermées.

Les matériels électriques et les réseaux de distribution de téléphone, d'eau potable de gaz et de chaleur devront (en cas de construction ou de réfection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement y compris en période d'inondation.

**Figure 7 : Extrait du catalogue des prescriptions du PIZ actuel – Fiche n° 13 (version 2017)**

<u>Secteurs concernés</u>	Feuilles n° 7, 8 et 9 (AU CARRON, LES BARROTIERES, PLAINIE DE RENET).	Fiche 13
<u>Nature du phénomène</u>	<b>Ruissellement</b>	
Phénomène peu fréquent, intensité prévisible modérée à faible Ruissellement sur les routes et dépressions topographiques.		
<u>Dispositifs de protection</u>	néant	
<u>Prescriptions d'urbanisme</u>	<b>Zone constructible. Aménagement et extension possible du bâti existant.</b> L'aménagement et l'extension du bâti existant, ainsi que la réalisation de bâtiments nouveaux sont autorisés.	
<u>Mesures de protection individuelles</u>	<p><b>Recommandations pour le bâti futur et les projets d'extension et d'aménagement</b></p> <p>Prise en compte de la nature du risque dans la conception du projet, notamment en cherchant à déplacer les accès et les ouvertures principales (portes, portes-fenêtres, ...) sur les façades non directement exposées au phénomène ou à les surélever par rapport à la cote de référence.</p> <p>Sous-sols autorisés dès lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.</p> <p>Aucune pièce destinée à une occupation humaine (pièce d'habitation, bureau, atelier, commerce...) ne sera réalisée au-dessous de la cote de référence (considérée sur la façade protégée (<i>façade aval par rapport à la pente</i>), à condition que la façade amont et les façades latérales soient étanches au-dessous de la cote de référence).</p> <p>Les réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable doivent être étanches et pouvoir résister à des affouillements, des tassements ou des érosions localisées.</p> <p>Sous la cote de référence, le bâtiment sera pourvu d'une technique de mise hors d'eau (exemple : cuvelage). En l'absence de réalisation d'une technique de mise hors d'eau, les équipements (coffret électrique, chaudières, ballon d'eau chaude, installation téléphonique...) et matériaux sensibles seront installés au-dessus de la cote de référence ou dans une enceinte étanche, fermée, lestée ou armée. Le tableau de distribution électrique doit être conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans tout le niveau inondable, sans couper dans les niveaux supérieurs.</p> <p><b>Recommandations pour le bâti existant</b></p> <p>Les ouvertures situées sous la cote de référence pourront être étanchéifiées par un dispositif de type « batardeaux » (barrières anti-inondation amovibles) ;</p> <p>En cas d'alerte de phénomène ou de phénomène constatée (sous réserve que les occupants soient présents et qu'ils disposent d'un délai suffisant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o les batardeaux des façades exposées, seront installés et maintenus en position de fonctionnement</li> <li>o les orifices aériens situés sous la cote de référence seront occultés</li> <li>o les trappes d'accès au vide sanitaire seront fermées.</li> </ul>	

**Figure 8 : Extrait du PPRI de l'Isère**

Source : PPRI de l'Isère tronçon de Moûtiers à Tours-en-Savoie, Plan de zonage réglementaire.



## 5 TABLEAU DES SURFACES

Les surfaces des zones agricoles et naturelles au PLU actuel ne sont pas connues.  
Les surfaces modifiées par la présente révision apparaissent en rouge.

	PLU approuvé (en ha)	PLU suite à révision n°5 de 2017	Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n°1 - septembre 2017	Evolution PLU révision 2017 (en ha) / déclaration de projet 2017
<b>Zone urbaine destinée prioritairement à l'habitat</b>				
Zone UA	22,23	22,23	22,23	
Zone UD	67,88	67,88	67,88	
Zone USL	7,93	7,93	7,93	
Zone UGVs		0,12	0,12	
<b>Zone Umsp</b>			<b>0,37</b>	<b>0,37</b>
<b>Total des zones urbaines destinées prioritairement à l'habitat</b>	<b>98,04</b>	<b>98,16</b>	<b>98,53</b>	<b>0,37</b>
<b>Zone urbaine destinée aux activités économiques</b>				
Zone UE	54,54	54,54	54,54	
<b>Total des zones urbaines destinées aux activités économiques</b>	<b>54,54</b>	<b>54,54</b>	<b>54,54</b>	
<b>Total des zones urbaines</b>	<b>152,58</b>	<b>152,7</b>	<b>153,07</b>	<b>0,37</b>
<b>Zone à urbaniser</b>				
Zone AUH	7,44	7,44	7,44	
Zone AUE	4,19	4,19	4,19	
Zone AUS	2,8	2,8	2,8	
<b>Total des zones à urbaniser</b>	<b>14,43</b>	<b>14,43</b>	<b>14,43</b>	
<b>TOTAL des zones destinées à l'urbanisation (U et Au)</b>	<b>167,01</b>	<b>167,13</b>	<b>167,50</b>	
<b>Zones naturelles</b>				
Zone Nh				
Zone NSL (sports et loisirs)	9,03	8,91	<b>8,54</b>	<b>- 0,37</b>
Zone Nt (hébergement touristique)				
Zone N				